

## Sécheresse : pour les maraîchers de Nantes, la « bascule dans un monde inconnu »

Légumes « grillés » sur pied, semis ou plants jetés avant même d'entamer le cycle de production faute d'approvisionnement en eau suffisant : la région nantaise est placée sous arrêté sécheresse depuis près de trois mois.

Par [Yan Gauchard\(Nantes, correspondant\)](#) - Publié le 02 08 2022

Des promesses de récolte fertile, il reste une étendue de galettes blanches s'étalant à perte de vue sur la parcelle. Des centaines de bulbes de fenouil scalpés. Les plants de légume ont grillé sur pied, terrassés par les températures caniculaires et la sécheresse. « *La mort dans l'âme* », Cyril Pogu, maraîcher à la tête d'une cinquantaine d'hectares consacrés aux cultures en plein champ à Pont-Saint-Martin, au sud de Nantes, s'est résolu à détruire, à la fin du mois de juillet, un hectare de fenouil, soit l'équivalent de 25 tonnes de production. « *C'est un crève-cœur d'en arriver à une telle décision, je n'ai pas eu le courage de le faire en une fois, se désole-t-il. On ne fait pas ce métier pour vivre des choses comme ça.* »

Au total, l'exploitant agricole, qui a renoncé à mettre en place tous ses plants, a perdu l'équivalent de 75 tonnes de fenouil, soit un préjudice « *avoisinant 100 000 euros* ». Associé à son frère, l'agriculteur, qui produit radis et jeunes pousses d'épinards, a stoppé in extremis des commandes de mâche. Cinq hectares de serres plastiques sont ainsi demeurés en jachère. « *Faute d'approvisionnement en eau suffisant, ça aurait été peine perdue de les semer* », expose M. Pogu, également vice-président du syndicat Légumes de France. Cet été, l'addition des revers liés au dérèglement climatique représente déjà « *plus de 200 000 euros de perte de chiffre d'affaires* ».

### « Cure d'austérité »

La région nantaise est placée sous arrêté sécheresse depuis près de trois mois. Une huitième directive vient de renforcer les restrictions en matière d'irrigation : en l'état, les maraîchers ont interdiction d'arroser les cultures entre 10 heures et 22 heures, la « cure d'austérité » étant renforcée le week-end, du samedi matin au dimanche soir.

« C'est notre métier qu'on fout à la poubelle » – Régis Chevallier, vice-président de la Fédération des maraîchers nantais

L'approvisionnement en eau manque cruellement mais lors des pics de chaleur extrême, le recours à l'arrosage ne pourrait même pas sauver l'intégralité de la production. « *Le 18 juillet, on est montés à 44 °C, énonce M. Pogu. C'est bien au-delà de la capacité génétique du fenouil.* » « *On a basculé dans un monde inconnu* », souffle Régis Chevallier, qui produit notamment de la mâche et du poireau sur 70 hectares à La Planche. Le vice-président de la Fédération des maraîchers nantais, qui regroupe 200 entreprises et représente 5 000 emplois équivalents temps plein, alerte les pouvoirs publics sur « *les trésoreries dégradées* » de nombreux exploitants, phénomène amplifié par la guerre en Ukraine, à l'origine de la flambée du coût des intrants : engrais, énergie, films de protection des cultures...

Des faillites sont redoutées à l'automne. « *J'ai des collègues qui ne peuvent plus semer, ni planter, ce qui signifie que les recettes ne vont pas rentrer. Un maraîcher m'a dit : "Je reçois mes plants de salades et je les jette directement, il n'y a plus d'eau, c'est mort."* C'est dramatique car c'est notre métier qu'on fout à la poubelle. »

## « **Trouver un compromis** »

La filière réclame des mesures de soutien exceptionnelles mais aussi des plans d'investissement pour se doter de nouveaux équipements. Pour répondre au défi du dérèglement climatique, des maraîchers plaident pour la création de réserves d'eau, tels les projets controversés de mégabassines qui ont vu le jour dans les Deux-Sèvres. « *Il ne s'agit pas de collecter toutes les eaux pluviales, mais de constituer une réserve suffisante pour passer les pics de l'été* », avance M. Pogu. Un principe décrié par grand nombre d'associations et scientifiques, qui expliquent que les retenues ne sont qu'un patch de court terme, qui aggrave la sécheresse en favorisant l'évaporation de l'eau.

Les maraîchers militent aussi pour le statu quo en matière de droit d'irrigation, et donc le maintien des autorisations de pomper l'eau des nappes au moyen de puits artésiens, dans la limite des seuils fixés par les autorités. « *On a conscience de la valeur de l'eau, fait valoir M. Chevallier. L'été, on n'attend pas les arrêtés sécheresse pour s'organiser. Avec mon associé, on est sur l'exploitation tous les matins à 6 heures pour arroser à la fraîche.* »

Pour M. Pogu, les cultures protégées – sous serres ou ombrières – constituent « *une bonne réponse pour passer les caps difficiles* », d'autant qu'elles s'avèrent moins gourmandes en eau et en intrants. Et ce, même si les serres sont coûteuses et synonymes de surfaces imperméabilisées. « *Il va bien falloir qu'on arrive à trouver un compromis si l'on veut continuer à produire des légumes français et garder un minimum d'autonomie alimentaire* », assène M. Pogu. Le responsable syndical, persuadé « *d'avoir une vraie utilité et une activité essentielle* », se veut positif : « *On ne peut pas nous laisser tomber, il va bien falloir trouver des solutions.* »

Yan Gauchard(Nantes, correspondant)